



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 35 - vendredi 17 septembre 2010

Dans ce numéro :

- Tout peut basculer...
- «Un programme partagé »... avec qui ?

Tout peut basculer...

La journée de grève interprofessionnelle du 7 septembre a été un succès important. Avec près de 3 millions de manifestants dans plus de 220 villes, soit 40 % de plus que le 24 juin, avec des taux de grévistes supérieurs dans le public et aussi dans le privé, elle a mobilisé dès la rentrée autant que les plus grandes manifestations de 2003. Partout dans le pays, même dans des petites villes, des cortèges nombreux ont témoigné de la révolte qui s'approfondit dans le monde du travail face au gouvernement et à sa contre-réforme des retraites. Révolte qui s'est renforcée durant l'été avec les suites de l'affaire Woerth-Bettencourt, mais aussi avec le désaveu de la démagogie xénophobe des Sarkozy, Besson, Hortefeux contre les Roms.

Affaiblie par sa propre crise politique, la droite ne parvient pas à soumettre les travailleurs à son chantage sur les sacrifices « incontournables » pour « sauver le système de retraites ». Le fond de la réforme, c'est l'offensive menée contre les travailleurs pour leur faire payer la dette de l'Etat, creusée par les cadeaux aux plus riches, les subventions à fonds perdus aux banques ou les « aides aux entreprises » qui atteignent à elles seules 65 milliards d'euros en 2009. Sacrifices pour les travailleurs... alors que les entreprises du CAC40 viennent de réaliser en six mois 42 milliards de profits, soit une hausse de 42 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 !

La lutte contre la réforme Woerth-Sarkozy signifie engager l'affrontement face au pouvoir et face aux classes dominantes pour remettre en cause l'ensemble de leur politique. Cela ne peut s'imposer que par le rapport de force, par un mouvement capable de s'étendre et de bloquer le pays.

Alors que les manifestations regroupent de plus en plus de salariés, la question de passer à une autre étape est largement posée. Mais face à cet enjeu, les directions des grandes confédérations syndicales se dérobent : le 8 septembre, le communiqué de l'intersyndicale (non signé par Solidaires et FO) annonce une prochaine journée de grève interprofessionnelle le 23 septembre, plus de deux semaines après le succès du 7. Alors que la loi est votée le 15 septembre, l'intersyndicale se contente d'une simple « interpellation » des députés ce jour-là, sans mot d'ordre d'appel à la grève. Dans sa lettre ouverte, elle réclame : « au nom des salariés nous vous demandons solennellement d'entendre le point de vue des organisations syndicales dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition »... Que de déférence à la mascarade parlementaire qui vient de se dérouler !

Mais au-delà de la date trop tardive, sous prétexte du temps nécessaire à la mobilisation, ce choix du 23 septembre laisse surtout l'initiative politique à Sarkozy et au gouvernement qui a pu faire voter sa loi sans pression directe de la rue et qui compte bien s'en servir pour accroître sa pression politique contre les salariés.

Sarkozy tente de reprendre la main

Dès le lendemain de la manifestation, Sarkozy faisait ses annonces sur le projet de loi. Sans surprises, il s'agissait de quelques modifications à la marge : quelques retouches sur les seuils pour les longues carrières et les polypensionnés, maintien pour 5 ans seulement du dispositif permettant aux femmes fonctionnaires ayant eu trois enfants et quinze ans de service de faire valoir leurs droits à la retraite avant l'âge légal. Quant à la pénibilité, qui a tant fait discuter les

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

« partenaires sociaux » depuis 2003, Sarkozy annonce le passage de 20 % à 10 % du taux d'incapacité pour continuer à partir à la retraite à 60 ans... et encore, il faudra que le salarié fasse reconnaître le lien de son incapacité avec la pénibilité de son poste de travail devant un collège « d'experts » ! Cela concernerait en tout... 30 000 personnes par an !

Mais sur le fond, ces annonces prévues depuis cet été ont permis à Sarkozy de se vanter du « dialogue social » pour mieux affirmer sa volonté de rester ferme sur l'ensemble de la réforme, en particulier sur le report à 62 ans du droit de partir à la retraite et à 67 ans pour une pension sans décote.

Profitant de l'absence d'initiatives sérieuses de l'intersyndicale, Sarkozy, Fillon ont pu réoccuper le terrain. Devant les députés de l'UMP, Sarkozy s'est déclaré prêt à l'épreuve de force : « *Si on avait fait une toute petite réforme, on aurait eu un tout petit mouvement social (...)* Je suis l'un des rares présidents de la République à n'avoir jamais lâché une réforme », pendant que Fillon exhortait les parlementaires à « tenir la ligne » sur les sales coups de la réforme.

Le pouvoir n'est pas ébranlé par des manifestations même nombreuses, tant qu'il sent que celles-ci ne débordent pas et qu'il peut encore mener son jeu de dupes du « dialogue social » avec les organisations syndicales qui s'y prêtent. Comme le résumait un article du *Figaro*, citant un conseiller de Sarkozy : « *les syndicats veulent mobiliser, sans surenchérir, car ils redoutent de déclencher des actions dont ils perdraient le contrôle. Et ils ne font pas trop grimper les enchères, au cas où cela tournerait au fiasco* ».

Profitant de cette situation, Sarkozy tente de reprendre la main et de surmonter, provisoirement au moins, la crise dans son propre camp. Le gouvernement rejoue ainsi la politique de 2003, attendant que les manifestations décroissent faute d'une perspective et d'une stratégie d'extension.

Au bout du compte, la seule « contestation » qui s'est faite entendre lors du vote à l'assemblée n'a pas été celle des manifestants et des grévistes affirmant que « *ce n'est pas le parlement, c'est la rue qui fait la loi* », mais celle des mises en scènes et des effets de tribune de la comédie parlementaire... de ceux qui voudraient enfermer le mouvement dans l'impasse électorale de 2012.

Fait révélateur d'ailleurs, le même jour où les députés du PS montaient au créneau à l'assemblée, Aubry faisait une mise au point : le PS est « *un parti de gouvernement (...)* je souhaite être crédible dans ce que je propose (...) *il faudra qu'une majorité de Français travaillent plus longtemps. Aujourd'hui, c'est 41 ans, nous proposons une règle prévoyant que quand l'espérance de vie s'accroît d'une année, il faudra six mois de plus de cotisation, donc de travail* »... C'est clair !

Dans une telle situation, Sarkozy et le gouvernement peuvent faire les bravaches en déclarant « *qu'il y a 62 millions de Français qui n'ont pas manifesté* » ! Mais il reste la révolte au sein du monde du travail, ses capacités de bousculer les cadres institutionnels destinés à le paralyser. La force des travailleurs ne tient pas qu'à leur nombre, elle tient surtout à leur place même dans la société, à leur capacité à bloquer l'économie, à user des armes de la lutte de classes. C'est ce que craint le pouvoir par-dessus tout. La question de la grève reconductible a commencé à se poser dès le 7 septembre, elle se pose encore davantage pour le 23 septembre. Mais pour la préparer, il faut des objectifs clairs pour le mouvement, rompant avec la politique du « dialogue social ».

Quels objectifs pour le mouvement ?

« *Officiellement, nous sommes dans un bras de fer* », disait un éditorial de *Libération*, « *le gouvernement annonce des concessions jugées mineures ; les syndicats appellent à une mobilisation plus forte. Mais, en fait, la négociation continue. Etrange négociation, sans discussions directes ni contacts à ciel ouvert. (...) Tout se passe comme si Bernard Thibault et François Chérèque jugeaient impossible une défaite du gouvernement en rase campagne* ».

Refusant d'affirmer l'exigence du retrait du projet de loi et d'en faire l'enjeu du rapport de force et de l'affrontement face au gouvernement, les directions des grandes confédérations syndicales laissent le mouvement sans perspective claire, dans une sorte d'entre deux dont profite Sarkozy.

Les ambiguïtés des appels de l'intersyndicale permettent ainsi à Chérèque d'avancer sa propre politique en revendiquant des « amendements » à la marge de cette loi. Juste avant la manifestation du 7 septembre, il faisait déjà des propositions au gouvernement entérinant de fait le passage à 62 ans et même celui à 67 ans pour la retraite sans décote qu'il demandait de reporter en 2018.

Les arguments avancés par Guignard, de la CFDT, pour refuser la date du 15 septembre sont révélateurs de cette politique : « *Les initiatives que nous prendrons le 15 ne pèseront pas sur le débat à l'Assemblée. En appelant à une nouvelle journée nationale de grèves et de manifestations le 23 et en nous donnant les moyens de la réussir, nous pouvons espérer peser sur le cours des choses au Sénat* ». La seule perspective à la lutte devient... le bon vouloir des sénateurs !

La direction de la CFDT ne veut pas d'une lutte sur les retraites, cherchant avant tout à préparer le terrain pour négocier une autre réforme... en 2012, avec le PS.

Quant à la CGT, qui a mobilisé le plus lors des manifestations, elle reste sur sa politique de front avec la CFDT, en droite ligne de son évolution depuis la signature de la représentativité.

Mais face à l'envie de se battre de bien des équipes syndicales dans la CGT, Thibault a déclaré dans *le Monde* : « *On peut aller vers un blocage, une crise sociale d'ampleur [...] Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits* »,

façon d'en parler sans vouloir en faire une politique. A la fête de l'Huma, il a d'ailleurs précisé : « *Ce n'est pas la rapidité, c'est la gagne. S'il faut trois semaines pour gagner, on en mettra trois* ».

Mais même au-delà du temps pour mobiliser, qui est pourtant essentiel vu la rapidité du calendrier du gouvernement, la direction confédérale se refuse toujours à affirmer le retrait pur et simple de la loi qui vient d'être votée, restant dans une position compatible avec le « *dialogue social* ».

L'argument officiellement invoqué pour refuser ce mot d'ordre qui était celui des manifestations contre le CPE ou contre le plan Juppé en 95, c'est qu'on ne peut se contenter de la situation actuelle des retraites. Il serait plus « radical » de laisser les choses dans le flou, de laisser penser que la réforme du gouvernement est amendable ? Sans affirmer concrètement la nécessité de l'affrontement avec le gouvernement pour lui faire retirer son projet, comment penser imposer les revendications légitimes du monde du travail, la retraite à taux plein à 60 ans, les 75 % du salaire et les 37,5 annuités maximum pour tous, public et privé !

L'enjeu du 23 septembre et de ses suites est bien de préparer consciemment l'affrontement face à ce gouvernement des riches par les riches, en affirmant l'illégitimité de cette contre-réforme, en faisant entendre l'exigence du retrait et de la lutte d'ensemble du monde du travail pour l'imposer.

Préparer les suites du 23 septembre à la base

Dans les équipes militantes, nombreux sont ceux qui veulent impulser une autre politique pour le mouvement. A la SNCF, l'appel à la reconductible pour le 23 septembre initié par Sud-Rail exerce une pression sur les autres syndicats ; de même à la RATP ; dans la chimie la CGT appelle elle aussi à continuer après le 23, etc. Dans l'Eure, une motion intersyndicale des Unions départementales interpelle les différentes confédérations sur la date du 23 septembre, en mettant en avant la lutte pour le retrait. Dans la CGT, des sections syndicales prennent elles aussi position pour la reconductible et le retrait.

L'enjeu du 23 septembre est bien de préparer la suite à la base, de discuter avec les travailleurs des objectifs, de regrouper les militants qui veulent en découdre. Les collectifs peuvent jouer le rôle de regroupement de ces militants qui veulent se battre contre le gouvernement et qui en ont assez du « *dialogue social* ».

Au travers de cette politique, il s'agit de tisser les liens entre équipes militantes dépassant les frontières d'appareil. Le mouvement contre la réforme Woerth-Sarkozy a besoin de tels cadres démocratiques pour se développer, pour prendre des initiatives à la base d'extension de la lutte, donner confiance dans ses possibilités.

C'est indispensable pour mener la lutte des retraites, mais aussi pour la suite. Quelle que soit l'issue de cette bataille, il est certain qu'elle en annonce d'autres. Plongés dans leur crise, les classes dominantes n'ont pas d'autre politique que de mener une lutte sans merci pour défendre becs et ongles leur taux de profit. Face aux licenciements qui continuent, face aux bas salaires, à la régression sociale de ce système capitaliste failli, c'est bien la lutte pour contester le droit aux classes dominantes de s'approprier les fruits du travail collectif et de diriger la société qu'il s'agit de préparer.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

« Un programme partagé » ... avec qui ?

C'est sans doute la question que se posent de nombreux militants du Front de Gauche. En effet, la direction du PCF vient de rencontrer celle du PS, ce mercredi 15 septembre, pour préparer les alliances électorales de 2011 et 2012. Le lancement du processus d'élaboration d'un « *programme partagé* » annoncé à la Fête de l'Humanité le week-end dernier, s'inscrit donc, malheureusement sans surprise, dans une orientation électorale et institutionnelle, puisqu'il s'agit au final de constituer une majorité de gouvernement de toute la gauche... avec ceux là mêmes qui, pour ne prendre qu'un exemple, ont participé à la casse des retraites depuis Rocard.

Le débat que prétendait ouvrir le Front de gauche à l'occasion de la fête de l'Huma est, d'une certaine façon, déjà, conclu. On est bien loin du débat indispensable sur le projet politique qui est ouvert au sein du mouvement social, parmi tous ceux qui veulent contester la politique de Sarkozy, et plus largement apporter des réponses à la crise du capitalisme. Ce débat porte sur les buts et les moyens d'une politique pour les luttes, d'un projet pour satisfaire les revendications et les exigences des travailleurs, des classes populaires. Et la discussion ouvre forcément sur la question du pouvoir, qui décide et comment ?

Face à ces questions posées par l'urgence sociale, la direction du Front de Gauche confirme sa politique d'alliance avec le PS et Europe Ecologie. Au mois de juillet, sa déclaration annonçant son plan de travail pour le « *programme*

partagé » [1] expliquait clairement qu'il s'agit pour elle de « rassembler dans le pays une nouvelle majorité à gauche ». Objectif réaffirmé par P. Laurent, lors de son discours à la Fête de l'Huma « *Ce projet partagé ... nous le porterons unis et rassemblés quand viendront les échéances politiques de 2012.* ». J.-L. Mélenchon confirme, sans être gêné par ses propres contradictions, « *pour créer une vraie dynamique, il faut montrer que nous sommes capables de gouverner* » tout en disant que « *2012 ne doit pas être la préoccupation du moment.* ».

En attendant cette échéance si lointaine... les directions du PC et du PS se sont donc retrouvées mercredi. Leur déclaration est sans ambiguïté : elles veulent « *permettre avant 2012 que s'installe une dynamique montrant le rassemblement à gauche et la volonté de proposer d'autres choix à l'ensemble de nos concitoyens* » [2]. Il s'agit bien de porter une politique commune de la gauche libérale et du PCF, toujours avec la même justification imparable : « *sans gommer les différences qui existent au sein de la gauche et des écologistes ... contribuer au rassemblement le plus large pour battre la droite* » [3]. Passons sur le nerf de l'accord, les ententes électorales pour les sénatoriales et les cantonales de 2011, dans la continuité de l'accord PS-Front de Gauche au second tour des Régionales, « *la gauche dans sa diversité se rassemble... Les Français ont besoin de politiques de gauche dans les régions* » [4], prêts à poursuivre des années de gestion social-libérale commune.

En réalité, ces choix électoralistes répétés vident de tout contenu la discussion du « *programme partagé* ». De quoi vont bien pouvoir débattre les militants, s'il est déjà décidé que c'est pour finir une fois de plus comme soutien au PS ? A quoi bon un programme, si l'essentiel du débat est évacué : comment imposer une politique, avec qui, en s'appuyant sur quelle force ?

Pour compenser, J.-L. Mélenchon prend un ton plus radical contre le PS, déclarant par exemple : « *Mon intention est de battre les socialistes. Je pense qu'ils ne sont pas bons et qu'ils ne savent pas ce qu'il faut faire* » [5]. Mais il justifie lui-aussi et dans le même temps cette politique d'unité avec le PS : « *Je ne me fais pas duper, mais je choisis l'unité pour ne pas leur donner les moyens d'aller au bout de leur logique.* » [6] Cela rappellera à bien des militants du PCF la politique de leur parti dans les années 70... quand leurs 20 % dans les urnes avaient servis la victoire de Mitterrand, sans l'empêcher nullement « *d'aller au bout de sa logique* » pour mettre en œuvre des politiques libérales favorables au patronat.

Bien des militants du Front de Gauche discutent de leurs inquiétudes par rapport à ces choix. Certains désignent D. Strauss-Kahn comme ce qui pourrait arriver de pire pour la gauche, semblant se résigner à un ralliement à M. Aubry, alors que tout ce petit monde était ministre sous Jospin, pour la même politique. La vraie discussion porte sur le fait qu'il y a deux politiques opposées et incompatibles. D'un côté, le choix de la direction du Front de Gauche de partager son programme avec ses anciens partenaires des gouvernements de gauche, PS et Europe Ecologie, pour constituer des majorités de gestion, à l'échelle locale comme nationale. De l'autre, une politique pour rassembler ceux qui luttent contre la droite et le patronat aujourd'hui, et sont prêts à poursuivre la lutte contre un éventuel gouvernement de gauche, voulant gérer la crise au service des riches, comme le fait Papandréou en Grèce, ou DSK au FMI.

Bien sûr, tant mieux si face à la crise du pouvoir et du capitalisme, pour répondre à la révolte grandissante, les discours du FdG prennent aujourd'hui une tonalité plus à gauche. Ainsi, on peut lire que ce projet veut affirmer « *un programme de gouvernement en rupture avec la logique dominante d'un système capitaliste* » [7]. Et J.-L. Mélenchon n'hésite plus à en appeler aux travailleurs « *Qui va mettre les camions sur des trains du nord au sud, sinon les cheminots ? S'ils nous menacent de mettre des taux d'intérêt excessifs sur nos emprunts, qui va les tenir à la gorge, sinon les travailleurs des banques ?* » [8], visiblement inspiré par la perspective du contrôle ouvrier sur l'économie.

Après la « *révolution par les urnes* », il évoque une « *mobilisation populaire* » pour une « *révolution citoyenne* ». Quant à P. Laurent, il appelle à « *une révolution sociale contre le pouvoir des marchés financiers* », « *une guerre citoyenne et pacifique* ». Un nouveau concept sans doute... qui s'inscrit d'une certaine façon dans le débat : peut-on faire l'économie d'un affrontement avec le pouvoir ? ou au contraire faut-il dès maintenant engager cet affrontement ? La pression énorme de la mobilisation du 7 septembre, imposant une reconduction non prévue le 23, indique que nombreux sont ceux qui souhaitent la confrontation, malgré le refus de la CGT et de la CFDT de fixer comme objectif une défaite au gouvernement, en lui imposant le retrait du projet de loi sur les retraites.

La première discussion sur un programme est bien là, elle est stratégique. Pour nous, le débouché politique des luttes, c'est la légitimité de la rue, de ceux qui se mobilisent pour leurs droits, du pouvoir démocratique qui pourrait naître de là. En 2003, lors de la précédente confrontation sur les retraites, Raffarin avait défié le mouvement social : « *le Parlement doit décider, la rue doit défilé, mais ce n'est pas la rue qui gouverne* ». Après le premier démenti imposé en 2006 par les étudiants en lutte contre le CPE, c'est toujours cette question qui reste centrale.

La discussion sur les voies et moyens de la révolution, puisque le mot est largement employé, commence là, à partir des engagements concrets pour faire avancer la lutte des classes maintenant, dans la perspective du socialisme demain.

Seul le rapport de forces issu d'un tel affrontement permettrait d'imposer un autre partage des richesses, une remise en cause de la propriété privée des capitalistes. J.-L. Mélenchon promet : « *ça va être rude, il y aura une sacrée confrontation avec ceux qui ne se laisseront pas prendre ce qu'ils ont. Moi, je voudrais quand même récupérer en une législature 10 points de richesses que le capital a pris au travail ces dernières années. Ça représente tout de même 195 milliards d'euros ! Il faudra aller les chercher, et il est peu probable qu'ils se laissent faire.* » [9] Certes, c'est bien un des objectifs d'urgence que devrait se donner un pouvoir des

travailleurs. Mais qui va aller les chercher ? La gendarmerie et les préfets oubliant la défense constitutionnelle de la propriété privée ? Ou bien la classe ouvrière en imposant ses revendications par les luttes, en faisant naître un nouveau pouvoir issu de ses mobilisations et qui devra affronter l'Etat existant ?

Nous avons d'autant plus besoin de débattre de ces questions que la situation impose de construire un projet politique indissociablement lié aux luttes. A l'inverse, J.-L. Mélenchon refuse explicitement ce lien : « *je pense que ce n'est pas raisonnable pour un parti politique de vouloir se substituer aux syndicats pour faire le cahier des revendications et dire les moyens à mettre en oeuvre. ... Ce sont les syndicats qui sont en première ligne. Nos représentants mènent la bataille à l'Assemblée* » [10]. Sur son blog, il précise : « *Pour la forme de l'action chacun [syndicats et partis] doit être à sa place pour faire au mieux son travail spécifique. Nous sommes pour le retrait du projet de réforme sur les retraites. Donc nous agissons en soutien des consignes unitaires des syndicats* » [11]... et qu'il importe si une partie des confédérations syndicales ne se donne pas pour objectif le retrait ! J.-L. Mélenchon n'a apparemment rien à y redire.

C'est pourtant là un des enjeux centraux de la bataille sociale et politique, inséparable, qui se mène aujourd'hui. Il n'y a pas d'un côté une lutte syndicale ou économique, et de l'autre une bataille politique, en réalité simplement parlementaire et surtout impuissante, comme l'ont montré les députés de gauche mercredi. Chaque lutte que nous menons, sociale, démocratique, écologique, montre que la défense de nos intérêts s'oppose au pouvoir. Il y a une lutte entre des classes opposées, sur tous les terrains, dont l'issue ne dépendra que des rapports de forces, que de la capacité des travailleurs à imposer leur propre pouvoir, pour satisfaire leurs besoins.

Sur toutes ces questions, le débat est largement ouvert, indispensable pour construire une force politique et un programme répondant à l'urgence de la situation. Une des premières clés de ce débat est la compréhension qu'il y a bien deux orientations opposées et incompatibles, entre ceux qui gèrent ce système et ceux qui veulent le renverser. Le NPA entend bien prendre toute sa place dans ce débat pour avancer dans la construction d'un parti du monde du travail, pour ses luttes, un parti qui sera une opposition ouvrière et populaire à la gauche libérale, si demain elle revient au pouvoir.

François Minvielle

[1] *Le Front de gauche met en place son plan de travail, déclaration du 13 juillet 2010*

[2] *Rencontre du PCF et du PS : «contribuer au rassemblement le plus large pour battre la droite», 15 sept. 2010*

[3] *idem*

[4] *Déclaration commune du Parti socialiste et du Front de gauche, 16 mars 2010*

[5] *Entretien dans L'Express, 16 septembre 2010*

[6] « *Il est temps d'inventer une radicalité concrète* », *interview sur Mediapart, 10 septembre 2010*

[7] « *Le front de gauche ouvre un nouveau chantier* », *La Courneuve, 12 septembre 2010*

[8] « *Mêlez-vous du projet du Front de gauche* », *interview dans L'Humanité, 14 septembre 2010*

[9] « *Il est temps d'inventer une radicalité concrète* », *interview sur Mediapart, 10 septembre 2010*

[10] *idem*

[11] « *A la fête ! A la fête et c'est tout !* » *blog du 10 septembre 2010*

[Au sommaire](#)